

## Les jeunes veulent un avenir. Ils ont raison !

Une immense colère s'exprime dans le pays. C'est dans ce contexte que, depuis le 30 novembre, initialement à l'appel du syndicat lycéen, l'UNL, ensuite rejoint par le SGL, dans une centaine de lycées, les jeunes descendent dans la rue. Beaucoup disent : « Les gilets jaunes, ce sont nos parents, nos grands-parents... » Ils scandent : « Macron démission », « Non à Parcoursup », « Non à la réforme du bac »... Le gouvernement croyait que ses contre-réformes étaient une affaire réglée. Mais les jeunes ne veulent pas de l'avenir d'exploitation que ce système et ce gouvernement leur réservent. Ils refusent la déqualification, la hausse des frais d'inscription à l'université. Ils veulent pouvoir suivre les études de leur choix. Ils disent : Macron, ses réformes, on n'en veut pas ! Ils ont raison !



Correspondant

À Nice, le 3 décembre.

### REPORTAGES DANS LES MANIFESTATIONS

## Par milliers, dans tout le pays, les jeunes se mobilisent

#### ► NICE, 3 DÉCEMBRE

Lundi matin. Des chaînes sont posées sur les grilles du tribunal de grande instance. Une banderole est déployée par les robes noires : « Justice : démolition en cours. » Lundi après-midi : le TGI est encore fermé. Cette fois, c'est une foule de lycéens regroupés devant les grilles. Plus de quatre mille manifestent dans le département contre la réforme du bac, la loi Ore et Parcoursup. Deux mille cinq cents lycéens de Nice dont certains, munis de gilets jaunes, déferlent sur la promenade des Anglais. Trois cents au lycée horticoles d'Antibes, mille à Cannes, quatre cents à Grasse. « Nous protestons contre la hausse des frais d'inscription pour les études supérieures. Nous réclamons une augmentation du montant des bourses d'études et nous sommes contre la réforme du bac », déclare un lycéen.

#### ► CAGNES-SUR-MER, 3 DÉCEMBRE, SUR LES GRILLES DU LYCÉE : « J'AI MON BAC, JE CHOISIS MA FAC »

« Blocus Renoir, voici nos revendications : abrogation de la loi Ore et de Parcoursup, abrogation de la réforme du baccalauréat et du lycée, abandon du projet de service national universel. » Un jeune explique : « On manifeste contre Parcoursup et la réforme des lycées. Moi j'ai le gilet jaune parce que je ne manifeste pas seulement contre Parcoursup, mais aussi contre la politique du gouvernement. » Un autre ajoute : « La réforme du bac, c'est n'importe quoi. On veut qu'on remette les filières normales S, ES, L... Il faut que tous les lycées s'y mettent contre Macron. »

#### ► MARSEILLE, 3 DÉCEMBRE, DANS VINGT MINUTES : « LES ÉLÈVES DE SECONDE NE VEULENT PAS D'UN BAC "QUARTIERS NORD" »

« Elle fait peur, cette réforme », lâche Sarah : « Je voulais aller en ES, mais ils suppriment la section ! Il faudra choisir soi-même ses matières. Mais je prends quoi, moi ? » Plus de contrôle continu et moins d'égalité ? « De toute façon, c'est Parcoursup qui décidera à la fin. C'est un logiciel qui décide de ton avenir », résume Nawfan : « T'auras un bac des beaux quartiers et un bac mention quartiers nord... Et résultat, personne ne voudra de nous ! »

#### ► LORIENT, 30 NOVEMBRE

Vendredi, deux cents lycéens sortent du lycée Dupuy-de-Lôme. En moins d'une heure, ce sont plus de huit cents lycéens qui décident d'aller vers le dépôt pétrolier de la ville soutenir les gilets jaunes. Une lycéenne explique : « Je ne suis pas là pour louper des cours. En janvier, je dois choisir mon parcours, et ça va me fermer des portes pour le supérieur. C'est pour moi et les milliers [d'élèves] de seconde que je vais dans la rue aujourd'hui. Pour pouvoir avoir le droit plus tard de choisir mes études. » Un autre : « En Mai 68, le pouvoir a cédé mais pour essayer de tout reprendre. Le problème, c'est le système. » Près du dépôt, l'Unef appelle les lycéens à se réunir en AG.

#### ► RHÔNE, 3 DÉCEMBRE, À TARARE (LA PLATA) (LE PROGRÈS)

Cité scolaire La Plata : les élèves se sont rassemblés devant les grilles. Ils s'inquiètent

de la disparition de certaines options : « En étant en zone semi-rurale, on n'a pas autant de choix que les urbains. On ne peut pas faire vingt kilomètres de plus pour avoir l'option qu'on souhaite. Et les internats ne sont pas extensibles à l'infini. »

#### ► TARDES, 30 NOVEMBRE

Plus de mille lycéens ont manifesté dans les rues de Tarbes au cri de « Macron démission » et de « Parcoursup on n'en veut pas ». Les élèves ont vu les effets désastreux de cette mesure de sélection : nombre de leurs amis et camarades ont galéré comme jamais pour décrocher une place dans l'enseignement supérieur et, dans de nombreux cas, dans des filières bien éloignées de leurs principaux souhaits, certains ayant dû se tourner en désespoir de cause vers les établissements privés pour des filières de BTS ou d'IUT...

Il y a aussi la hausse des frais d'inscription et l'horizon d'un avenir professionnel totalement bouché dans le département des Hautes-Pyrénées : le département a connu sur les trente dernières années une désindustrialisation massive, un taux de chômage qui est un des plus élevés de la région...

Les services publics reculent partout (deux maternités supprimées en dix ans, une offre de soins en recul obligeant à se diriger vers Pau ou Toulouse...).

Les lycéens du département, après avoir été rejoints par des gilets jaunes et des délégations de l'UD CGT 65 et de l'union locale de Tarbes, ont promis de « remettre cela » dès lundi. ■

# Ne touchez pas à la jeunesse !

Le 3 décembre, le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, déclare : « *Beaucoup de gens essayent de s'engouffrer dans la brèche de la contestation des gilets jaunes pour tout et n'importe quoi.* » Au même moment dans tout le pays, le gouvernement envoie les CRS contre les lycéens. Des unions départementales, des fédérations syndicales révèlent des faits de répression, prennent position pour qu'elle cesse. Nous publions des extraits de leurs communiqués.

## Union départementale CGT Haute-Garonne

La CGT ne laissera pas le gouvernement matraquer les lycéens ! Aujourd'hui, lundi 3 décembre, à Toulouse, les assemblées générales, les regroupements et manifestations des lycéens sont systématiquement attaqués par la police à coups de grenades de désencerclement, de matraques et par des jets de lacrymos à bout portant. Cela se fait de façon gratuite et les nombreuses images confortent tous les témoignages. La situation est la même dans toutes les villes de France. Il est évident que des ordres ont été donnés pour matraquer notre jeunesse et l'empêcher de s'exprimer. C'est inadmissible !

La CGT exige que le préfet de la Haute-Garonne prenne immé-

diatement toutes les mesures pour que cesse la violence contre la jeunesse et pour lui permettre d'exercer son droit à manifester et à exprimer les revendications. L'union départementale appelle ses syndicats, ses militants à placer les lycéens sous la protection de la CGT.

La CGT appelle tous ses syndicats à réunir, sans délai, des assemblées générales de salariés dans les entreprises, les administrations et les services et de mettre à l'ordre du jour le sujet de la protection des lycéens en même temps que le débat sur les augmentations de salaire et les arrêts de travail.

Toulouse,  
le 3 décembre 2018 ■

## Communiqué de la Fédération nationale Force ouvrière de l'enseignement, de la culture et de la formation professionnelle

Ce qui s'est exprimé à travers la colère initiée par les « gilets jaunes », c'est le rejet par les salariés et l'immense majorité de la population d'une politique d'austérité et de baisse du coût du travail remettant en cause les conditions d'existence de toute la population.

Les revendications sont claires et se rejoignent.

Les lycéens qui, depuis ce matin, bloquent plus d'une centaine de lycées l'ont bien compris : la réforme du lycée, la mise en place de Parcoursup, la hausse

des frais d'inscription à l'université, sont insupportables et doivent être abandonnées.

La FNEC FP-FO met en garde le gouvernement contre toute provocation à l'égard des lycéens.

Elle s'adresse à toutes ses instances, à tous ses syndicats : l'heure est à la discussion avec les salariés, à exprimer les revendications.

Le gouvernement – et lui seul – a la responsabilité de satisfaire les revendications les plus urgentes et d'ouvrir des négociations. Il y a urgence.

Le 3 décembre 2018 ■

## Communiqué de l'union départementale CGT des Bouches-du-Rhône

La journée de samedi 1<sup>er</sup> décembre a vu plusieurs manifestations converger sur le Vieux-Port, de plus depuis vendredi des milliers de lycéens sont mobilisés dans leur lycée. La seule réponse du gouvernement est la répression et la violence policière.

Samedi, l'usage de la force s'est fait notamment face à des familles et des personnes âgées. Aujourd'hui, de nombreux lycéens ont été blessés, dont un grièvement brûlé au troisième degré.

Nous venons d'apprendre qu'une personne âgée résidant sur la Canebière était décédée à la suite de ses blessures, dues à l'explosion d'une grenade lacrymogène devant sa fenêtre au 4<sup>e</sup> étage.

Ce jour encore, lundi 3 décembre, les lycéens réunis devant la

préfecture et des militants CGT ont essuyé la répression policière orchestrée par un pouvoir aux abois, entraînant plusieurs blessés par flashball. Nos organisations condamnent l'usage de la force contre des manifestants pacifistes et prendront toutes les mesures nécessaires pour que les revendications puissent continuer à s'exprimer.

Les CRS chargent trois cents lycéens regroupés place de la préfecture. Une délégation de la CGT, dont des dockers, est reçue au même moment à la préfecture. Ils descendent afin de protéger les lycéens.

Deux salariés de la centrale de Gardanne sont blessés. La centrale de Gardanne se met en grève pendant vingt-quatre heures pour protester contre ces violences.

Le 3 décembre 2018 ■



## Je m'abonne à Informations ouvrières

### CHOISISSEZ VOTRE FORMULE

Remplir lisiblement et en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

- 5 numéros "découverte" : 7 euros •  12 numéros : 17 euros •
- 4 mois (17 numéros) : 24 euros  6 mois (25 numéros) : 33 euros •
- 1 an (51 numéros) : 65 euros •  1 an, pli clos : 110 euros

Et toujours...

12 numéros : 10 euros pour tout premier abonnement

Comité : ..... Département : .....

Nom, prénom : .....

N° : ..... Nom de la voie : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Bulletin à renvoyer à : Informations ouvrières, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10. Chèque à l'ordre d'Informations ouvrières.

Chaque semaine, lisez  
*Informations ouvrières*  
**ABONNEZ-VOUS !**

# INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES  
HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

Depuis la publication dans *Informations ouvrières* des reportages ci-contre, le « moratoire » de six mois, annoncé par le Premier ministre, sur la hausse des taxes sur le carburant s'est transformé, en 24 heures, en annulation, annoncée par Macron, le 5 décembre.

« *Alors qu'Edouard Philippe était à la tribune de l'Assemblée nationale, l'Élysée a fait savoir que la ligne avait changé* », résume *Le Figaro*. Mais pour « *pour près de huit Français sur dix, les annonces du gouvernement ne répondent pas aux attentes exprimées par les "gilets jaunes"* », rapporte l'AFP. Au sommet, c'est l'affolement. « *Tout peut basculer* », s'alarme le journal patronal *L'Opinion*, à la veille de nouvelles manifestations, le 8 décembre.

## ● Amiens (Somme)

### Une masse de gilets jaunes converge vers le point de rassemblement appelé par l'intersyndicale

Le 1<sup>er</sup> décembre, lorsque la manifestation prévue par la CGT, puis en intersyndicale démarre, tout est incertain. La préfecture a fait savoir qu'il serait interdit de manifester en centre-ville, sur le parcours traditionnel des manifestations amiénoises. L'UD CGT, mandatée par ses instances, était allée à la rencontre, toute la semaine, des groupes de gilets jaunes du département sur les barrages. Avec un accueil divers, parfois mitigé.

À Albert, les représentants syndicaux rencontrent une salariée qui bosse à Amazon, un autre qui bosse dans une pizzeria, un travailleur de l'action sociale qui vient de se faire licencier, une coiffeuse à son compte. Ils réaffirment qu'il ne s'agit pas que les gilets jaunes soient récupérés par les syndicats. Des gilets jaunes expliquent : « *Il y a une erreur dans la manière dont on a construit le mouvement depuis le début, c'est quand on a dit pas de partis ni de syndicats. Bon, les élus, les partis, on n'en veut pas, on n'a pas besoin d'eux. Les syndicats, ce n'est pas la même chose, c'est notre camp.* » Un autre : « *On sent bien que sans les syndicats, on n'ira pas bien loin. On est plusieurs à en discuter.* »

Dans d'autres groupes, l'accueil était beaucoup plus tiède. À Amiens, où l'intersyndicale est partie à leur rencontre le matin, au point de départ, plusieurs gilets jaunes martèlent : « *Les syndicats n'ont qu'à enfiler le gilet jaune, sans étiquette.* » Mais ça discute ferme. Dans deux groupes de gilets jaunes à Amiens, l'idée d'une manifestation commune est finalement adoptée.

Au début de la manifestation, contre toute attente, c'est bien une masse de gilets jaunes qui converge vers le point de rassemblement appelé en intersyndicale et qui prend la tête de la manifestation, la dirige vers le centre-ville. Un instant d'inquiétude passe, alors que la masse se heurte à un cordon de CRS. Pourtant, pacifiquement, la foule les déborde : la manifestation est bien partie défilé en centre-ville. Dans le calme, sans heurts, la foule traverse le marché de Noël, se confond avec le cortège syndical, dont la tête scande en alternance « *Macron démission* » et « *tous ensemble, grève générale* ».

La manifestation reprendra la direction de la préfecture, où elle sera arrêtée par un cordon de CRS plus important. Dans la foule, ça discute : « *Je ne suis pas CGT, mais je suis content qu'on ait défilé ensemble, c'était une manif' réussie.* » Les militants syndicaux sont enthousiastes.

## ● ÉCHOS de nos correspondants

Dans les barrages, les manifestations du **samedi 1<sup>er</sup> décembre 2018**

Paru dans *Informations ouvrières* n° 532, semaine du 6 au 12 décembre 2018

## ● Saint-Nazaire (Loire-Atlantique)

### Les revendications établies à la « maison du peuple »

Les gilets jaunes, réunis dans ce qu'ils appellent la « maison du peuple », l'ancien local désaffecté de l'Assedic, ont établi leurs revendications.

« La démission de Macron ; la baisse des prix des produits de première nécessité (carburants, eau, gaz, électricité, logement, etc.) ; des taxes sur le kérosène des avions et sur le fioul lourd des navires ; l'augmentation des salaires, des retraites et autres minima, sans baisse des cotisations sociales ; le rétablissement de l'ISF et la lutte contre l'évasion fiscale pour financer les services publics et la transition énergétique ; le partage égalitaire des richesses ; le développement des énergies renouvelables ; la nationalisation du secteur de l'énergie, des banques et des autoroutes ; le droit de révocabilité des élus à tous les niveaux ; le plafonnement de l'indemnisation des élus à la hauteur du revenu moyen ; la dissolution du gouvernement et la refondation de notre république par les assemblées représentatives du peuple ; le respect du droit des enfants (éducation, santé, etc.) ; la traduction dans les faits de notre devise : liberté, égalité, fraternité. »

## ● Vire (Calvados)

### Dans une assemblée bondée de gilets jaunes

Mercredi 28 novembre, on se retrouve à 19 heures pour une assemblée générale. La salle est bondée, une trentaine de personnes reste dehors. En tout, plus de deux cents personnes présentes.

D'abord, les cinq référents font le compte rendu du rendez-vous de l'après-midi avec le sous-préfet et le maire de Vire : « *Ça commençait mal : le maire [macroniste] voulait faire de la pédagogie pour la transition écologique. Je lui ai dit : "On n'est pas des demeurés, on a bien compris mais on n'est pas venu pour ça."* »

Et ils ont déroulé les revendications : remise en place de l'ISF, augmentation des salaires, baisse de la CSG, surtaxation du fioul lourd et du kérosène, contrôle des bénéfices des sociétés d'autoroute... Beaucoup veut durcir les actions : « *Ce qu'il faut, c'est bloquer l'économie. J'ai fait Mai 68, il faut la grève générale* (applaudissements).

– *Hier, les agriculteurs manifestaient. Aujourd'hui, c'est les ambulanciers. Pourquoi ces gens-là ne sont pas avec nous ?* »

Beaucoup de discussions autour de : faut-il ou pas des « référents » ? « *Faut élire personne, on va se faire récupérer.* »

Finalement, on se met d'accord pour choisir des référents qui ne sont pas des porte-parole, mais sont là pour faire circuler l'information.

Une dizaine de personnes sont choisies afin de pouvoir se relayer : retraité, agent de fabrication, chômeur, maman en congé parental, soudeur intérimaire, auxiliaire de vie... Des personnes veulent savoir si parmi les référents certains ont une carte politique ou syndicale afin qu'on le sache. Il y a une déléguée syndicale FO de Degrenne.



Correspondant



● Paris

## « On n'est pas des casseurs »

À Paris, ce 1<sup>er</sup> décembre, le gouvernement a mis en place un dispositif de police sans précédent pour verrouiller les Champs-Élysées afin d'empêcher les « gilets jaunes » d'y manifester ensemble.

Arrivant par vagues de tous les coins de France et de la région parisienne, ils ont été refoulés et poussés vers la place de l'Étoile qui deviendra une souricière pour des milliers d'entre eux. Et comme le samedi précédent : tirs continus de grenades lacrymogènes, de grenades assourdissantes et de canons à eau pour repousser les milliers venus manifester pacifiquement.

Réactions de manifestants, parvenus à entrer sur les Champs et assistant impuissants aux tirs nourris de la police contre les gilets jaunes refoulés sur la place de l'Étoile : « C'est à peine croyable, ils prétendent qu'on a le droit de manifester et en fait, ils nous interdisent de manifester.

– Nous sommes venus de Normandie à cent cinquante. Ils ont bloqué les cars aux portes de Paris pour qu'on n'arrive pas sur les Champs-Élysées.

– Il y a des filles dans notre groupe (venu de Bretagne). Regardez, elles ont apporté leurs lunettes de piscine ; on n'est pas des casseurs. Nous sommes venus pacifiquement. »

En début d'après-midi, des milliers de gilets jaunes décident de quitter la place de l'Étoile, théâtre d'une répression violente. Dans le cortège massif qui défile avenue de l'Opéra, un jeune salarié de la Snecma (construction aéronautique), à Corbeil : « Ça dure depuis trop longtemps, ce n'est plus possible. Tout le monde sait que ça va péter, alors, désolé, ça pète en ce moment. J'ai voté Hollande et il a utilisé le 49.3 et passé la loi El Khomri. » Et il reprend à pleins poumons avec les milliers qui défilent : « Macron démission ! »

Une fonctionnaire retraitée de La Rochelle, adhérente FO : « Nous sommes tous des "gilets jaunes", c'est le peuple en colère. Ce qu'on veut, c'est le retrait de la taxe carbone et le retour de l'ISF. Moi, je reviendrai toutes les semaines s'il le faut. Je suis venue hier à Paris pour être à l'heure à la manifestation et j'ai vu les lycéens du lycée Charlemagne bloquer leur établissement. Tous les partis et les syndicats qui se sentent solidaires doivent le faire savoir mais sans prendre le dessus, sans essayer de récupérer. »

Dans le cortège parisien de la CGT, plusieurs militants ont revêtu des gilets jaunes sur lesquels ils ont apposé le badge de leur syndicat. « Vous êtes gilets jaunes ou CGT ? », demande un journaliste de France 2 à deux agents de la propreté de la ville de Paris.

La réponse est sans détour : « Nous sommes solidaires des gilets jaunes ; Macron a supprimé l'ISF ; nous sommes là pour les retraités, pour les jeunes et pour nous. À la CGT, on n'est pas là pour récupérer le mouvement des gilets jaunes mais pour être avec eux car ça touche tout le monde. »

● Saint-Quentin (Aisne)

## « Il faut bloquer le pays »

Rond-point de la zone commerciale Auchan-Fayet, près de la bretelle d'accès à l'autoroute A26, le samedi 1<sup>er</sup> décembre 2018. Entre deux cents et trois cents gilets jaunes sont rassemblés et filtrent pacifiquement les accès aux centres commerciaux.

La discussion s'engage facilement avec les manifestants, tantôt avec un ouvrier agricole, un salarié d'une entreprise de transport routier, un ouvrier du bâtiment, des salariées travaillant sur des chaînes de produits cosmétiques, des travailleurs d'autres secteurs, des retraités...

« On n'y arrive plus », explique une dame qui, passé la cinquantaine, a dû accepter un travail intérimaire à la chaîne. Elle raconte les cadences intenable, le poste de travail inadapté, l'épuisement, les douleurs articulaires... Ses enfants font des études, il faut tout payer et il ne reste plus rien à la fin du mois. « Et maintenant ils veulent supprimer les pensions de réversion ! Comment va-t-on vivre ? » s'exclame-t-elle... « Dans la boîte, on n'est plus que quelques uns en CDI, tous les autres sont des intérimaires », témoigne le salarié du transport.

Certains viennent pour la première fois, d'autres étaient là le 17 novembre, d'autres viennent tenir le piquet le soir après leur travail... « On est le peuple, et ils ne sont rien sans nous », souligne le salarié du transport en parlant de Macron et de son gouvernement. « Il faut bloquer le pays », renchérit un autre.

Un grand nombre d'automobilistes qui traversent le rond-point expriment leur soutien par des coups de klaxon, baissent leurs vitres pour entonner « Macron démission ! » avec les manifestants, lancent des « bon courage ! », « on est avec vous » !

Je m'abonne à **Informations ouvrières**

**CHOISISSEZ VOTRE FORMULE**

Remplir lisiblement et en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

5 numéros "découverte" : 7 euros •  12 numéros : 17 euros •  
 4 mois (17 numéros) : 24 euros  6 mois (25 numéros) : 33 euros •  
 1 an (51 numéros) : 65 euros •  1 an, pli clos : 110 euros

Et toujours...

12 numéros : 10 euros  
pour tout premier abonnement

Comité : ..... Département : .....

Nom, prénom : .....

N° : ..... Nom de la voie : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10. Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.

Chaque semaine, lisez  
**Informations ouvrières**  
**ABONNEZ-VOUS !**